

DÉLIBÉRATION n°2024- 34
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 25 septembre 2024

Convention relative à la préparation au CC1A du Réseau des sept IEP, nommé également « Réseau ScPo »

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'Éducation et notamment les articles D741-9 et suivants,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux Instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements,

Vu la délibération n° 2019-77 du 11 décembre 2019 relative aux délégations du Conseil d'administration au Directeur,

Vu la délibération n° 2023-76 relative à l'adoption de la Convention constitutive d'un groupement de commandes en vue de la passation du contrat de concession de la préparation labellisée au concours commun de première année du réseau des sept sciences po

Après en avoir délibéré,

Le réseau des sept Sciences Po a attribué le marché de la préparation du concours commun d'entrée en 12^{ème} année à VN Participations. Tous les établissements du réseau ont signé cette convention, conclue pour trois ans, du 1^{er} juin 2024 au 31 mai 2027.

DECIDE :

Article 1

La convention relative à la préparation au CC1A du Réseau des sept IEP, nommé également « Réseau ScPo »

Article 2

Le Directeur de l'IEP de Rennes est chargé de signer les documents d'exécution afférents.

Membres en exercice : 30 membres
Membres présents ou représentés : 24 membres

Votes : Refus de participer au vote : 0
Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 24

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 25 septembre 2024

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

Convention relative à la préparation au CC1A du Réseau des sept IEP (16 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le : 27/09/2024



**CONVENTION 2023-8 RELATIVE A LA PREPARATION AU CONCOURS COMMUN
DE PREMIERE ANNEE DU RESEAU DES SEPT INSTITUTS D'ETUDES POLITIQUES, NOMME
EGALEMENT « RESEAU ScPo ».**

ENTRE

D'une part, les sept Instituts d'Etudes Politiques suivants :

Sciences Po Aix en Provence

25 rue Gaston de Saporta

13 625 AIX EN PROVENCE - Cedex 1

Représenté par Rostane Mehdi, agissant en sa qualité de Directeur

Sciences Po Lille

9 rue Auguste Angellier

59 000 LILLE

Représenté par Pierre Mathiot, agissant en sa qualité de Directeur

Sciences Po Lyon

14 av Berthelot

69 007 LYON

Représenté par Hélène Surrel, agissant en sa qualité de Directrice

Sciences Po Rennes

104 bd Duchesse Anne

35 700 RENNES

Représenté par Pablo Diaz, agissant en sa qualité de Directeur

Sciences Po Saint Germain en laye

5 rue Pasteur

78100 SAINT GERMAIN-EN-LAYE

Représenté par Céline Braconnier, agissant en sa qualité de Directrice

Sciences Po Strasbourg

Le Cardo - 7 rue de l'Ecarlate

CS 20024 - 67082 STRASBOURG Cedex

Représenté par Jean-Philippe Heurtin, agissant en sa qualité de Directeur

Sciences Po Toulouse

21 allée de Brienne

CS 88526 31685 Toulouse cedex 6

Représenté par Eric Darras, agissant en sa qualité de Directeur

Dits « les sept Sciences Po du réseau » ou « le Réseau ScPo »

Et d'autre part,

VN Participations

57 bis B Cours Pasteur

33000 Bordeaux

Représentée par Thierry Corde, agissant en sa qualité de Président

Dit « le cocontractant »

Préambule

Les sept Sciences Po du réseau ont entendu mettre en place une préparation au concours commun qu'ils ont instauré en 2007 et cela dans le but de garantir la qualité de la formation et la démocratisation de l'accès aux Sciences Po.

La gestion de cette préparation a initialement été confiée à un Groupement d'intérêt public puis à un opérateur économique par des conventions triennales. La présente convention a été établie et le cocontractant a été choisi au terme d'une procédure de publicité et de mise en concurrence respectant les règles applicables aux contrats de concession.

Dans ce cadre, la présente convention a pour objet de confier au cocontractant, qui l'accepte, la gestion d'une préparation en ligne au concours commun d'accès en première année des Sciences Po du réseau signataires. Afin de faire connaître et de promouvoir son offre de préparation auprès des futurs candidats au concours commun, le cocontractant dispose de facilités mises à sa disposition par les Sciences Po du réseau.

Le cocontractant contribue également aux objectifs de qualité de la formation et de démocratisation de l'accès aux Sciences Po.

Pour ce faire, les parties ont convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le cocontractant est chargé de mettre en place et d'offrir durant toute la durée de la présente convention une préparation en ligne au concours commun d'entrée en première année du diplôme des sept Sciences Po du réseau.

Cette préparation comporte :

- Une préparation à destination des élèves des classes de Première des lycées qui souhaitent bénéficier d'une préparation anticipée au concours commun d'entrée en première année du diplôme des sept Sciences Po du réseau ;
- Une préparation à destination des élèves des classes de Terminales des lycées et des étudiants de première année d'études supérieures qui entendent se présenter au concours commun d'entrée en première année du diplôme des sept Sciences Po du réseau.

Les modalités techniques et pédagogiques de ces préparations sont décrites dans l'offre définitive présentée par le cocontractant et qui est jointe en annexe à la présente convention. Cette annexe a valeur contractuelle. En particulier, le cocontractant ne peut lui apporter de modifications substantielles qu'avec l'accord préalable du comité de suivi.

Article 2 : Tarif

Les préparations assurées par le cocontractant au terme de l'article précédent donnent lieu au paiement d'un prix par les clients du cocontractant. Les élèves et étudiants boursiers bénéficient d'un tarif préférentiel et d'un étalement du paiement de ce tarif en plusieurs mensualités, idéalement, plus de 3.

Les tarifs applicables à l'entrée en vigueur de la présente convention sont les suivants :

<i>Exercice 2024/2025</i>	<i>Dispositifs de préparation</i>	<i>Tarifs ordinaires</i>	<i>Tarifs boursiers</i>
	<i>Tremplin Première¹</i>	<i>510 €</i>	<i>276 €</i>
	<i>Tremplin Concours commun²</i>	<i>588 €</i>	<i>339 €</i>

Les tarifs peuvent être modifiés, chaque année, à la date anniversaire de la présente convention avec l'accord du comité de suivi. La demande de modification est adressée par le cocontractant au comité de suivi qui est réputé avoir autorisé la modification s'il ne s'y est pas opposé dans un délai d'un mois à compter de la demande, par décision expresse et dûment motivée.

Article 3 : Labellisation

Les préparations offertes par le cocontractant en application et dans le respect de l'article 1^{er} sont labellisées par les sept Sciences Po du réseau et peuvent être présentées comme tel par le cocontractant dans sa communication. Le cocontractant peut également utiliser dans sa communication les marques et logos permettant d'identifier, individuellement ou collectivement, les sept Sciences Po du réseau. Il le fait dans le strict respect du règlement conventionnel d'exploitation du signe « Sciences Po » et en accord avec les termes de la licence de marque relative au signe ScPo. Si le cocontractant développe une marque spécifique pour ces préparations, il ne pourra l'utiliser que pour les préparations aux concours des établissements concernés par le règlement conventionnel d'exploitation du signe « Sciences Po ».

Les préparations labellisées sont présentées par les sept Sciences Po du réseau sur le site Internet dédié au concours commun de première année : reseau-scpo.fr, dans les plaquettes de présentation de ce concours et dans tout autre support de communication des sept Sciences Po du réseau ayant pour objet principal le concours commun de première année. Le cocontractant peut faire toute suggestion en vue d'améliorer la présentation de ses préparations et d'en accroître la diffusion. Les sept Sciences Po du réseau font leurs meilleurs efforts pour tenir compte de ces suggestions.

Le cocontractant peut, à sa demande, participer aux journées portes ouvertes organisées à l'attention des candidats par les sept Sciences Po du réseau et aux salons étudiants auxquels sont représentés, individuellement ou collectivement, les sept Sciences Po du réseau. Il est informé de ces journées et de ces salons.

Les sept Sciences Po du réseau s'engagent à ne labéliser aucune autre préparation et à ne consentir les facilités décrites aux alinéas précédents à aucun autre opérateur économique tant que la présente convention est applicable.

Le cocontractant s'engage à informer le comité de suivi en cas de modification ou de développement de l'offre de formation dans le cadre de la prépa labellisée.

Article 4 : Participation financière

En contrepartie de la labellisation de ses préparations et afin de participer notamment au financement du programme d'études intégrées (programme d'égalité des chances du réseau ScPo), le cocontractant s'engage à verser une contribution financière déterminée selon les modalités suivantes :

Reversement Tremplin Concours Commun Terminale = Allocation fixe de 90 000€ (en contre partie des participations aux actions de communication écrites, virtuelles et présentes, des sept Sciences Po du réseau ScPo) + 19% du Chiffre d'Affaires, hors statut boursier, constaté au-dessus de 540 000€ de Chiffre d'Affaires.

Reversement Tremplin Première = Allocation fixe de 10 000€ (en contre partie des participations aux actions de communication écrites, virtuelles et présentes, des sept Sciences Po du réseau ScPo) + 19% du Chiffre d'Affaires, hors statut boursier, constaté au-dessus de 125 000€ de Chiffre d'Affaires.

Cette contribution est versée, par part égale, à chaque Sciences Po du réseau, à la date anniversaire de la présente convention.

Article 5 : Propriété et responsabilité

Le cocontractant est propriétaire du contenu des préparations offertes dans le cadre de l'article premier. Il est également seul responsable du contenu de celles-ci.

Le cocontractant est propriétaire des équipements et infrastructures nécessaires à la fourniture des préparations en ligne. Il est également seul responsable de ces équipements et infrastructures.

Le cocontractant reste propriétaire de ces contenus, équipements et infrastructures au terme de la présente convention.

Le cocontractant est responsable de sa relation avec les utilisateurs. Les Sciences Po du réseau n'interviennent qu'en cas de nécessité d'arbitrage.

Article 6 : Règles du concours commun

La première prestation de la présente convention devant être mise en place pour le concours de 2025, les règles du concours commun d'entrée en première année des Sciences Po du réseau seront transmises au cocontractant au moment de son édition finale. Ces règles sont en vigueur durant la période d'application de la présente convention.

Les Sciences Po du réseau informent le cocontractant de tout projet de modification et de toute modification apportée à ces règles. Si ces modifications affectent les préparations du cocontractant définies à l'article 1^{er} de la présente convention, celui-ci peut demander une réunion du comité de suivi et, s'il y a lieu, une modification de la présente convention. Les

Sciences Po du réseau font leurs meilleurs efforts pour prendre en compte les incidences de telles modifications sur la convention.

Article 7 : Déontologie

Le cocontractant respecte, dans ses éventuelles relations avec les agents des Sciences Po du réseau, l'ensemble des règles relatives à la déontologie des agents publics et à la prévention des conflits d'intérêts. En particulier, il n'emploie ni ne rémunère aucun agent des Sciences Po du réseau qui participe à la préparation ou à la correction du concours commun de première année.

Article 8 : Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties sont tenues de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « RGPD »).

Toute information transmise à l'occasion de la mise en œuvre du Contrat ou qui contiendrait, à quelque titre que ce soit, des éléments reconnus par la loi ou la jurisprudence comme liés à la vie privée ou ayant un caractère personnel ou des données permettant d'identifier des individus et/ou des tiers ne pourra être utilisée qu'aux seules fins explicitement prévues.

Le cocontractant est amené dans le cadre de l'exécution du Contrat à traiter des données personnelles ce qui peut inclure en particulier mais de façon non limitative les informations de type, nom, adresse ou numéros de téléphone, adresse mail, coordonnées bancaires, etc.

En qualité de responsable de traitement de ces données personnelles, le cocontractant s'engage à ne traiter ces données que dans la mesure où cela est strictement nécessaire à la réalisation des Prestations décrites au Contrat, et s'engage à ce titre à respecter les dispositions légales applicables en la matière, et notamment mettre en œuvre toutes les mesures techniques et d'organisation appropriées pour assurer la protection des données contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite.

Il appartient par ailleurs au cocontractant, en qualité de responsable de traitement de ces données personnelles, de fournir l'information requise par le RGPD aux questions concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Il s'acquitte de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation de traitement, droit à la portabilité des données.

Le cocontractant détermine une durée de conservation des Données à caractère personnel qu'il a collectées durant l'exécution du présent contrat. Cette durée est limitée à la durée du Contrat, sauf le cas échéant, lorsque la conservation desdites données pour une durée plus longue est justifiée (ex : conservation des données personnelles, après anonymisation, à des

fins statistiques).

Article 9 : Confidentialité

Les parties s'engagent à ne pas révéler à des tiers non-autorisés les informations qu'elles peuvent détenir, du fait de l'exécution de la présente convention, sur les activités des autres parties.

Article 10 : Comité de suivi

Le suivi de la qualité de la bonne exécution de la présente convention est assuré par un comité de suivi composé des 7 directrices et directeurs, ou leurs représentants, des 7 établissements du réseau ScPo et de deux représentants du cocontractant. Le comité de suivi se réunit au moins une fois par an et à la demande d'une partie à la présente convention. Il statue à la majorité de ses membres.

Le secrétariat du comité de suivi est assuré par le Sciences Po qui assure la présidence du concours commun. C'est à lui que sont adressées les demandes de modification des tarifs ou de la convention présentées par le cocontractant.

Le cocontractant s'engage à transmettre un bilan écrit de l'activité annuelle (nombre de bénéficiaires, nombre de boursiers, répartition géographique...) une fois par an au comité de suivi.

Article 11 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans. Elle prend effet à compter du 1er juin 2024, pour une première prestation à assurer pour le concours en 2025 et arrive à son terme le 31 mai 2027.

Article 12 : Annulation du concours

En cas de force majeure, les Sciences Po du réseau peuvent être amenés à annuler le concours. Le Sciences Po organisateur du concours en informe le cocontractant par tout moyen dans les 48h de la prise de décision. L'annulation du concours a pour conséquence l'annulation de la prestation de préparation faisant l'objet de la présente convention sans pour autant résilier la présente convention. En contrepartie, les Sciences Po du réseau versent une indemnité représentant 5 % des dépenses déjà exécutées au moment où le cocontractant reçoit l'information.

Les dépenses ainsi définies doivent être justifiées par le cocontractant et validées entre les parties.

Article 13 – Résiliation

Par ailleurs, conformément aux principes généraux du droit des contrats administratifs, elle peut être résiliée par décision de la majorité des Sciences Po du concours commun (soit au moins 4 établissements sur 7) pour faute grave du cocontractant ou pour un motif d'intérêt général autre.

La résiliation met immédiatement fin à la possibilité pour l'ancien cocontractant de se prévaloir du label et de faire usage des facilités prévues à l'article 3 de la présente convention.

La résiliation dans ces conditions ne peut faire l'objet d'une quelconque indemnisation.

Article 14 : Droit applicable et litige

La présente convention est régie par le droit français.

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention.

À défaut de solution amiable trouvée dans un délai de 3 mois, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Annexes contractuelles

- Annexe 1 : Règlement conventionnel d'exploitation du signe « Sciences Po » et le contrat de licence entre la FNSP et les Sciences Po du réseau relatif au signe « ScPo ».

*(Annexes nommées dans la réponse à l'appel d'offres : **C12-Annexe-1-a** et **C12-Annexe-1-b**)*

- Annexe 2 : Offre technique définitive du cocontractant

*(Annexe nommée dans la réponse à l'appel d'offres : **C-13_Mémoire de présentation de la proposition technique**)*

Fait à Paris , le 22/02/2024
En huit exemplaires originaux

Le titulaire

(ci-après, nom prénom et signature de la personne ayant pouvoir d'engager l'entreprise)

Thierry CORDE, Président

VN Participations
57 bis cours Pasteur - Entrée B
33000 Bordeaux
Siret : 539 455 212 00032 - Code APE 1520A
SAS au capital de 25 000 €



Pour Sciences Po Aix-en-Provence
Monsieur Rostane Mehdi, Directeur



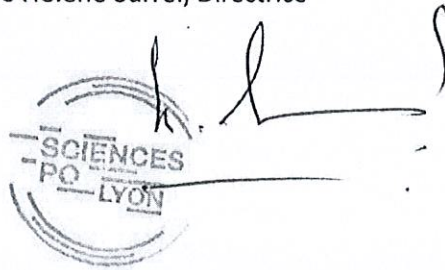
Pour Sciences Po Lille

Monsieur Pierre Mathiot, Directeur



Pour Sciences Po Lyon

Madame Hélène Surrel, Directrice



A handwritten signature in black ink is written over a circular purple stamp. The stamp contains the text "SCIENCES PO LYON" in a bold, sans-serif font, with "SCIENCES" on the top line, "PO" in the middle, and "LYON" on the bottom line. The signature is a cursive-style name that appears to be "H. Surrel".

Pour Sciences Po Rennes
Monsieur Pablo Diaz, Directeur

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'P' followed by a vertical line and a 'D'.

Pour Sciences Po Saint Germain en Laye
Madame Céline Braconnier, Directrice



Pour Sciences Po Strasbourg

Monsieur Jean-Philippe Heurtin, Directeur

Saisissez du texte ici



Pour Sciences Po Toulouse
Monsieur Eric Darras, Directeur

Eric Darras

